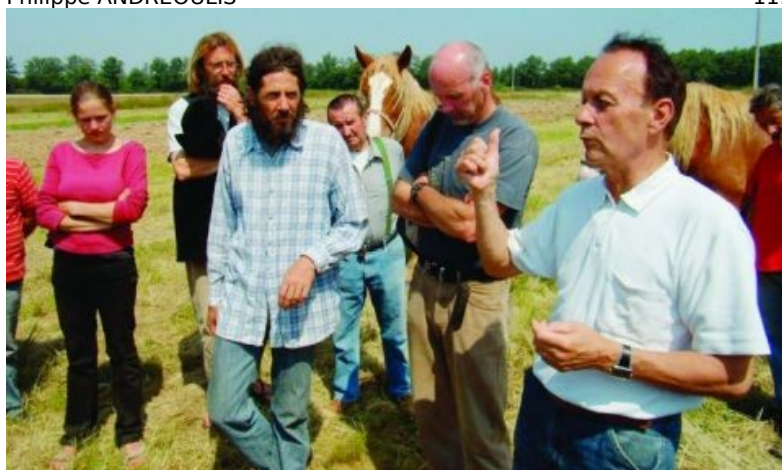


## UN «COMMANDO ÉCOLO» INVESTIT ANSAC-SUR-VIENNE

Des agriculteurs ont pris possession de la ferme du Chêne à Ansac-sur-Vienne. Un lieu où Edisit a un projet de centre d'enfouissement

Philippe ANDRÉOULIS

11.06.2008



Hervé Legrand a ramené son troupeau de chèvres poitevines à Ansac, et a commencé à remettre la ferme en état

Il y a déjà les chevaux de trait, un âne, une vingtaine de chèvres. Le chien ne devrait pas tarder, de même que la poule et ses poussins. Sur le côté de la maison, le roncier a cédé la place à un potager et le puits a maintenant de quoi respirer. Dans les champs alentour, la terre est fraîchement retournée. «Samedi, il y avait cinq tracteurs ici.» Le sourire aux lèvres, les nouveaux occupants «sauvages» de la ferme du Chêne à Ansac-sur-Vienne et de ses cinquante-cinq hectares, sont contents de leur coup. Hier encore, le tracteur d'un agriculteur voisin tournait. Cette fois pour semer du tournesol bio, sur 3 ou 4 hectares supplémentaires. Une façon de montrer à la presse, aux voisins, aux amis, aux élus et aux militants réunis hier sur place que leur volonté de s'enraciner est réelle.

Virginie Filleul et son compagnon Laurent Fouquet, Hervé Legrand sont tous trois de jeunes agriculteurs en quête de terres à exploiter. «C'est tout de même dommage que des terres agricoles restent en friche, ne soient pas exploitées depuis six ans, alors que nous, nous n'arrivons pas à nous installer», souligne Virginie Filleul qui n'a pas oublié de faire référence au code rural. «C'est vraiment la disponibilité des terres qui nous a fait venir», affirme-t-elle. Même si personne n'est dupe. Leur occupation est un bon moyen de s'opposer au projet de centre d'enfouissement de déchets industriels banals de la société Edisit. Un projet toujours en cours d'instruction pour lequel une décision devrait intervenir en septembre

prochain, après un nouveau délai accordé par le préfet. En attendant, Edisit a loué les lieux à une association de chasse de Haute-Vienne.

### **Des cultures bio contre une décharge**

«On préfère voir ici des agriculteurs qui vont labourer la terre, qui vont faire vivre des gens, qu'une décharge», s'enthousiasme Gérard Petit, président de Cigale (Comité d'informations des générations à venir libres de leur environnement). Dès qu'il a été informé de l'action du «commando écolo», il est venu leur apporter son soutien. Même réaction du côté des agriculteurs du coin venus en force aider à l'installation. Et tous ne font pas forcément partie de la Confédération paysanne. L'organisation agricole, toujours au premier rang des luttes pour la défense des agriculteurs, était bien présente, le plus officiellement possible, aux côtés des «occupants» qui se sont baptisés «La tribu des pas fous en Confolentais». Au premier rang de la Confédération, la vieille garde des grands combats: Yves Manguy, André Puygrenier...

Dans cet élan, les élus n'étaient pas en reste. Maires, adjoints ou conseillers municipaux de Confolens, d'Ambernac, d'Ansac, de Hiesse, de Lessac, d'Alloue étaient là. Même l'association voisine Rapasse (Rassemblement des amis de la protection en amont du Son, de la Sonnette et de son environnement) de Saint-Laurent-de-Céris, ravie d'être venue à bout d'un autre projet de centre d'enfouissement sur sa commune, avait fait le déplacement. «On a devant nous des gens volontaires, avec un projet qui demande peu de moyens. Ils sont prêts à payer un loyer, ils acceptent le bail de chasse... On a tout de suite été séduits par le projet», affirme Pascal Laurent, porte-parole de la Confédération paysanne.

Un projet original qui, l'affirment les trois agriculteurs, ne nécessiterait qu'une dizaine d'hectares. «On lance d'ailleurs un appel. Si d'autres veulent nous rejoindre, il y a de la place pour quatre ou cinq exploitations», estiment Virginie Filleul et Laurent Fouquet. Leur projet à eux est bio, avec utilisation de chevaux de trait, de vente à la ferme, au panier... Un paysan boulanger du sud Vienne est intéressé par le blé bio qui pourrait être produit ici et dont il a besoin pour faire son pain. «On n'arrive pas à produire tout le blé dont on a besoin», explique Daniel Julien de Linazay.

Virginie Filleul et son compagnon avaient trouvé, en avril dernier, un hectare cultivable à Alloue. «Ce n'est pas viable.» Hervé Legrand, éleveur de chèvres poitevines, n'avait qu'une solution de repli près de Melle. «Notre projet agricole dérange certains organismes agricoles. On ne veut pas demander les aides de l'Etat. Du coup, on n'est pas prioritaires dans l'achat de terres», poursuit Virginie Filleul.

### **Edisit fait grise mine**

Du côté d'Edisit, on fait plutôt grise mine. «Des gens sont venus chez nous, ont cultivé les terres, ont changé les serrures, se sont installés... On est dans un état de droit, on est allé à la gendarmerie, on a porté plainte», explique Stéphane Lagarde d'Edisit. Il a rencontré hier matin les occupants du Chêne. «On va laisser ça à la justice», se contente-t-il d'ajouter. «L'entretien s'est bien passé», confirme Virginie Filleul. Ce ne fut pas le cas semble-t-il avec l'association de chasse qui loue les lieux à Edisit. La

rencontre de la veille avait été, elle, plutôt tendue. Hier d'ailleurs, la gendarmerie de Confolens veillait, en cas de nouvelle confrontation, pour prévenir tout dérapage.

Dans la foule, des personnes venues soutenir la cause, Guy Moynard avait le sourire. Cet agriculteur d'Ansac avait apporté ses chevaux, pour faire nombre. Il avait exploité le Chêne durant cinq ans, avant d'en être expulsé il y a trois ans. «Je suis solidaire», lance-t-il, comme une revanche.

Philippe Andréoulis